Question écrite du 25 juin 2019 de M. Eric Bertinat: «Rémy Pagani a-t-il payé ses voyages?»

L'hebdomadaire *Le Matin Dimanche* a pu récemment consulter les notes de frais du conseiller administratif Rémy Pagani pour 2018. Ce qu'il a découvert lui a permis d'intituler son article «Pagani se faisait rembourser le moindre café». Notons que le magistrat a refusé de répondre aux questions du ou de la journaliste. Sans faire preuve d'une grande imagination, on peut en déduire qu'un employé indélicat a passé ces informations pour nuire au magistrat, alimentant ainsi encore un peu plus les rumeurs de la mésentente qui règnerait au sein du département des constructions et de l'aménagement.

L'article laisse également entendre que cette propension à se faire rembourser la plus minime des dépenses est coutumière du magistrat, ce qui m'amène à m'inquiéter de ses voyages précédant 2016, qui n'étaient clairement pas en lien avec son département. Pour rappel, dans son audit de légalité et de gestion (N° 142), la Cour des comptes a contrôlé les déplacements à l'étranger de M. Pagani pour 2016 et 2017. Ainsi, qu'en est-il de son déplacement à Istanbul en avril 2015? Le 24 de ce mois-là, près de la place Taksim, il a participé à un grand rassemblement en mémoire du génocide arménien, entouré de plusieurs élus de gauche. Quelques heures avant, cette «délégation» genevoise a rencontré des responsables d'une association qui lutte contre la discrimination et le racisme, l'antisémitisme et qui milite pour la défense des droits des populations roms. On peut constater que nous sommes bien loin du mandat qui est le sien, c'est-à-dire de diriger le département des constructions et de l'aménagement de la Ville de Genève. Dans le même registre, on se souviendra aussi du soutien de M. Pagani à Muraz Akincilar, syndicaliste genevois incarcéré en Turquie et suspecté par Ankara d'appartenance à une organisation terroriste. M. Pagani s'est sans doute rendu en Turquie à plusieurs reprises. Notons que M. Akincilar a été libéré le 3 juin 2010.

Compte tenu des penchants politiques du magistrat d'Ensemble à gauche et des révélations du *Matin Dimanche*, la question se pose aujourd'hui de savoir si M. Pagani a réglé lui-même ses voyages, ses frais d'hôtel et de bouche lors de ses déplacements purement politiques, ou bien si ces dépenses ont été réglées par la Ville de Genève. D'où cette question adressée au Conseil administratif de la Ville de Genève: les éventuelles dépenses de M. Pagani à l'occasion de ses voyages en Turquie ont-elles été payées par le contribuable?

Si oui, nous attendons que la réponse du Conseil administratif soit suffisamment précise et permette au Conseil municipal de réclamer un remboursement des frais personnels engendrés si un ou plusieurs élus en voient la nécessité.